

Table ronde sur les 50 ans d'

ECONOMIE & POLITIQUE

Des moments marquants de son histoire... aux défis du présent et de l'avenir

Économie et Politique a cinquante ans. Ses 1250 rédacteurs réguliers ou occasionnels ont fait de la revue d'économie marxiste l'une des plus ancrées dans le paysage éditorial économique et politique de ces cinquante dernières années.

Les invités à notre table ronde pour évoquer cette aventure ont été et sont des acteurs de premier plan, d'anciens rédacteurs en chef comme Paul Boccara ou Denis Recoquillon et l'actuel rédacteur en chef Alain Morin ou encore Jean Magniadas, économiste et syndicaliste, rédacteur depuis 1955 et Francette Lazard, membre de la direction de la section économique de 1964 à 1969 et de la direction du PCF de 1969 à 2000.

Cette table ronde a traité trois thèmes : le premier concerne le rôle original de la revue dans la société française avec une évocation critique de son apport aux luttes sociales et d'idées.

Le second revient sur la période où *Économie et Politique* a développé l'analyse

théorique du capitalisme monopoliste d'Etat et la bataille sur le contenu du programme commun de gouvernement de 1972 et ses enjeux.

Le troisième revient sur la période de l'analyse de la crise du CME et les innovations sur les critères de gestion et l'utilisation de l'argent jusqu'à la sécurité d'emploi ou de formation et tous les thèmes développés dans la dernière période.

Ce dossier vise aussi à préparer une rencontre nationale pour les 50 ans d'*Économie et Politique*, le 26 janvier 2005, avec la participation de collaborateurs des diverses générations et de Marie-George Buffet. Cette manifestation sera l'occasion de prolonger les réflexions de la table ronde.



INNOVER POUR COMPRENDRE LA REALITE ET AGIR



Jean Magniadas

J'ai apprécié très positivement la création d'*Economie et Politique*. Lors de sa création les médias diffusant de l'économie étaient relativement rares. C'était, à l'évidence une initiative audacieuse. Dans les années qui vont suivre la diffusion de l'idéologie économique des classes dominantes va s'amplifier. Nous étions bien à l'avant-garde, au sens strict de cette

expression. Pour les syndicalistes, elle répondait à des besoins qui n'étaient pas pris en compte par les publications syndicales. La novation est évidente

Economie et Politique était cependant pénétrée par la vulgate marxiste propre au PCF. Son « best seller » : **La France et les trusts**, avec des monographies fondées sur des liaisons financières, incontestablement le montre bien. Il demeurait enfermé dans une explication réductrice du capitalisme.

L'apport essentiel, c'est la jonction établie constamment entre l'économie et la politique. Elle restera sa contribution et sa fonction essentielle, éloignée de l'académisme, et cherchant à s'ancrer dans le réel. Ce sera un élément de sa pérennité, comme on le verra bien avec la disparition de la gauchisante revue *Critique de l'Economie* qui prétendait occuper le même créneau.



Denis Recoquillon

Je découvre *Economie et Politique* en 1968, une époque où est posée la question d'un « détour théorique » par le marxisme pour comprendre et transformer la société. H. Marcuse, H. Lefebvre, L. Althusser c'est une ouverture passionnante pour les étudiants dont le bagage culturel est très éclectique, et plutôt léger. Mais pour ceux qui privilégient la jonction

avec le mouvement ouvrier, ça ne pénètre pas au cœur du mouvement économique de l'époque, ça n'explique pas les transformations formidables du capitalisme qui nourrissent les aspirations et les frustrations, les révoltes et la soif d'agir de ma génération. Un des attraits d'*Economie et Politique*, ce qui fait son originalité profonde, c'est son caractère à la fois pédagogique et fondamental, son lien aux luttes syndicales, son rapport au Parti communiste. Ni *L'exploitation capitaliste* d'A. Barjonet, ni le *Manuel* soviétique de Nikitine, ni aucun ouvrage académique sur Marx n'offre cela.

Dans les années 70, les thèses de P. Boccara sont au cœur des débats sur le capitalisme et la revue s'impose comme « la » référence, respectée voire pillée, dans les milieux universitaires de gauche. Elle sert aussi de « langage commun » avec les syndicalistes d'entreprise, une dimension qui va prendre un nouvel élan dans les années 80, autour des apports théoriques et des

expériences d'intervention dans les gestions avec de nouveaux critères.

L'originalité d'*Economie et Politique* s'est alors profondément renouvelée, avec un effort de dépassement critique et pratique de la stratégie et du contenu du Programme commun de la gauche. Contre l'étatisme, la vision techniciste et centralisée de la planification, la revue a porté une avancée théorique, un effort pédagogique, l'expérimentation de nouvelles pratiques auto-gestionnaires : sur le travail et les choix technologiques avec les conseils d'atelier ; sur la gestion économique et financière des entreprises, des collectivités territoriales, des fonds sociaux ou de l'Etat avec les nouveaux critères d'efficacité sociale. Une démarche qui s'est enrichie dans les années 90 avec les batailles pour une autre utilisation de l'argent et pour une sécurité d'emploi ou de formation. Pour moi, au delà des contradictions et des affrontements qui ont marqué ces étapes, laissant beaucoup de ceux qui ont fait la revue sur le bord de la route, l'apport d'*Economie et Politique* est considérable.



Paul Boccara

Revue marxiste, lien entre économie et politique : deux caractéristiques de l'originalité de la revue. Mais cela n'a pas été simple et linéaire. Il y avait des contradictions, des luttes et de la passion dans cette aventure.

Au départ en 1954, il y avait une tradition d'analyses empiriques solides avec d'excellents statisticiens comme Vanoli, mais des repères théoriques limités : les monopoles, les trusts, l'opposition salaires/profits, et même une prégnance d'idées dogmatiques en contradiction avec la qualité des travaux empiriques.

Aussi, il y a eu une crise de la revue, le départ de nombreux collaborateurs en 1959, quand je suis arrivé. Le directeur exclu, le rédacteur en chef démissionné. Ça a été d'abord le choc du 20e congrès du PCUS en 56, contre certaines des idées antérieures de la vulgate marxiste-léniniste, par exemple l'idée que la crise de structure continuait depuis les années 30 et même que la croissance continuait à baisser alors que l'on était en pleine croissance. Pour ne pas partir, il fallait comprendre. Et cela a nécessité le retour à Marx pour le développer, pour moi et d'autres, et pour certains un retour à Lénine.

Il y avait eu ensuite le choc de 1958, l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, la perte d'un million de voix du PCF, le débat sur la signification de « pouvoir gaulliste », etc. La conjonction de ces deux chocs a fait une déflagration.

Le retour à Marx et au « Capital » : c'est l'insistance sur la rentabilité, le rapport profit sur capital, pour comprendre l'évolution, avec le livre III du « Capital », et pas seulement le rapport « profit-salaire » du livre I.

Cela sera la résurrection de la pointe extrême de

l'analyse cachée dans le « Capital », de la suraccumulation et son nouveau développement dans l'explication des phénomènes et des grands zigzags des taux de profit, au lieu de la baisse linéaire du taux de profit alors que les profits montaient. Mais il y a eu des résistances et des oppositions considérables.

Cependant la dominante, dans *Economie et Politique*, c'est l'effort de novation et la fécondité théorique, malgré toutes les limites, avec d'autres travaux empiriques. On sentait qu'il y avait de la nouveauté dans cette revue, que l'on soit pour ou contre.

Malgré une grande liberté de discussion il ne faut pas sous-estimer les oppositions à côté des engouements. C'était la prégnance du modèle étatiste de l'URSS et des régimes qui se réclamaient du socialisme qui persistait. On pouvait s'en écarter un petit peu, mais pas trop pour la plupart.

L'idée qui dominait alors était celle du gradualisme à partir de notre situation nationale pour aller vers un modèle de ce type. Cela, au lieu d'un dépassement de la souplesse du capitalisme par une créativité pour une autre construction. Dépasser, c'est essentiellement faire mieux que la force du capitalisme et ce n'est pas, comme certains le croient encore aujourd'hui, seulement du gradualisme. D'ailleurs, il y avait, avec une spécialisation des auteurs, comme une schizophrénie entre les articles sur les pays dits socialistes et ceux sur la France et le capitalisme.

En outre, il y avait la pression diffuse de l'idéologie structuraliste de l'époque de Lévi-Strauss, Lacan ou Althusser.

Elle va peser de façon conservatrice contre notre analyse qui va devenir l'analyse systémique de la régulation à partir de la rentabilité, de la suraccumulation et de la dévalorisation du capital pour comprendre le capitalisme monopoliste d'État et son essor. Une analyse de type structuraliste insiste sur les rapports, par exemple salaires-profits, capitaliste-salariés, propriété-monopole, mais néglige la régulation, le régulateur de la rentabilité et sa relation avec un type de technologie. Un système, c'est une structure, une opération technique et une régulation et pas seulement des structures. Et il ne suffit pas au nom de Marx d'y ajouter les forces productives. D'où l'enjeu pour la transformation sociale de faire émerger d'autres règles et régulateurs et pas seulement de changer la propriété afin de réussir un dépassement.

Tout cela rejoint les luttes historiques au tournant vers la crise systémique de 1967-74 et notre contribution décisive à la première vague de montée de propositions transformatrices en France à ce moment, avec les enjeux du programme commun de 1972.

Mais ensuite avec le reflux des luttes et les difficultés de la crise du capitalisme monopoliste d'État se poursuit l'effort sur les nouveaux critères de gestion ou sur une autre utilisation de l'argent.

Malgré tous les échecs, il y a eu des apports et des résultats, même s'ils ont été récupérés ou déformés. En dépit des régressions, il y a eu résistances et aussi avancées sociales. Dans une période où nous vivons encore, marquée par des effondrements et par un certain « déconstructivisme » à l'opposé du structuralisme, avec des critiques sans propositions, les apports constructifs d'*Economie et Politique* pour résister et pour proposer doivent être soulignés.



Francette Lazard

Je suis d'accord avec Paul pour dire que la dominante sur ces cinquante ans, c'est l'effort de novation avec, en même temps, des contradictions considérables et dont beaucoup demeurent : je pense à l'articulation entre économie et politique, à cet « et » si complexe où se cristallisent tant de contradictions.

Si on regarde les cinquante ans d'*Economie et Politique*, on constate qu'en France, il n'y a rien d'équivalent, c'est absolument remarquable. Aucune publication ne peut dans la durée se prévaloir d'une telle capacité d'analyse, d'investigation, de mise en évidence de contradictions et de propositions sur la question majeure de toute l'époque : la compréhension des évolutions du capitalisme et le dessin de voies pour aller au-delà. Si l'on pense aux idées dominantes d'une décennie à l'autre (1), on mesure dans la durée l'originalité et la qualité de l'apport de la revue : réflexion critique, volonté et ambition de novation révolutionnaire, rapport aux luttes et aux grands enjeux sociaux et politiques. Elle y construit son autorité dans la durée (2), d'autant plus remarquable que ces cinquante ans ne sont pas n'importe lesquels !

On a changé d'ère historique durant ces cinquante ans... On est passé du capitalisme de l'ère industrielle à celui de l'ère informationnelle, balbutiante encore, mais qui bouleverse déjà tout. Pour les révolutionnaires que nous sommes, mesurons le défi ! Il a fallu durant ce demi-siècle se dégager non seulement de la vulgate stalinienne du marxisme-léninisme, mais plus fondamentalement encore de toutes les conceptions étatistes (social-démocrates ou léninistes) qui ont prévalu dans le mouvement ouvrier issu de la révolution industrielle. Ce changement d'ère, majeur, s'opère alors même qu'échoue la première grande tentative historique de rupture avec le capitalisme.

Ce fût un demi-siècle charnière, dans le tumulte et l'incertitude de fin de cycles historiques de très longue durée. Or, pendant ces cinquante ans, *Economie et Politique* a tracé sa route avec ce fil conducteur que résume si bien le beau titre du livre-mémoire d'Henri Jourdain : « comprendre pour accomplir ». J'ai eu la chance de participer à cette aventure au moment où sa démarche s'est déployée. Il s'agissait de construire un collectif divers mais soudé par une ambition de connaissances et de théorisations répondant aux besoins de l'élaboration politique communiste. Tout simplement ! On imagine la force de la motivation... L'impulsion donnée par Henri Jourdain était d'autant plus remarquable qu'elle liait d'un même élan l'audace dans l'ambition et la modestie responsable vis à vis du collectif communiste dont la section économique était partie prenante. Cela m'apparaissait comme aller de soi. Je perçois mieux maintenant la fécondité et l'originalité de cette approche. Que de discussions pour se dégager de la « vulgate » et de l'empirisme ! Au plus fort des affrontements Althusser/Garudy, nous cherchions non pas un

1. Dans les années 60, la convergence du capitalisme d'État avec le « socialisme » ; ou, dans les années 70, l'explication de la crise par le prix du pétrole ; ou encore, dans les années 80, la déferlante libérale. [FL]

2. Jusqu'à frôler les 10000 abonnés, pour une publication austère de haute tenue théorique...[FL]

« retour » à Marx, mais l'appropriation d'un Marx « découvreur », pour mieux découvrir le réel tel qu'il était devenu, pour aller plus loin. La façon dont W. Rochet sût encourager cette démarche, en l'encadrant pour la rendre possible, est remarquable, si l'on songe au mouvement communiste et au PCF d'alors. La mémoire vivante est parfois plus fidèle que la lettre des textes : je me souviens plus fortement des encouragements que des prudences... Les uns et les autres rendent bien compte des conditions dans lesquelles les novations avaient à se frayer un chemin, sans ruptures (3) ! L'encouragement à l'innovation donné par Waldeck Rochet, la qualité du soutien apporté par Henri Jourdain à la créativité théorique de Paul, à travers le bouillonnement d'une mobilisation collective intense, vont permettre la montée en puissance d'une aventure intellectuelle et politique qui s'identifie à celle d'*Economie et Politique* dans les turbulences du tiers de siècle à venir. La contradiction entre « créativité à encourager » et « principes théoriques à préserver » ne pouvait être dépassée, en fait, sans dépassement de la conception même d'un parti communiste historiquement fondé sur les principes du « marxisme léninisme ». Par delà la condamnation du stalinisme acquise seulement dans les années 70, bien d'autres novations allaient s'avérer nécessaires pour que la relation entre économie et politique puisse être pensée dans une dynamique nouvelle. Comment concevoir les relations entre connaissances, théories et élaborations politiques, pour faire prévaloir des contenus transformateurs nouveaux ? Il y a là une question historique majeure, qui demeure en chantier. L'idée d'une théorisation officielle - le marxisme-léninisme - a été dépassée au début des années 80. Et dans les années 90, celle-même d'un système théorique pré-construit (« socialisme scientifique », marx « isme ») au bénéfice d'une référence plus ouverte à la créativité issue de Marx, en travail fécond avec tout ce qui se fait de neuf dans la société.

Toutes ces déconstructions successives libéraient les possibles, mais dans un contexte d'échecs et d'affaiblissements politiques majeurs. Elles n'apportaient pas par elles-mêmes une construction neuve, dépassant le léninisme, travaillant ce « et » d'économie et politique dans une approche inédite de la fonction théorique et de la fonction politique. C'est une question complètement ouverte pour ces débuts de 21^{ème} siècle : comment articuler créativité sociale, créativité des luttes, créativité théorique dans le champ de l'économie et créativité dans le champ de la construction politique elle-même ?

Paul Boccara

Le problème a été de développer le marxisme pour comprendre la réalité en mouvement, en liaison avec les luttes et pour des perspectives nouvelles. Dans mes articles de 1961, juste avant l'arrivée d'Henri Jourdain, dont le rôle d'encouragement à la novation a été remarquable, repris dans le livre « Sur la mise en mouvement du Capital », je parlais de l'idée d'un retour à Marx pour le continuer, de reprendre son œuvre en insistant sur son évolution inachevée sur des questions des plus fondamentales (4). Sous l'égide de la revue, la Conférence internationale de Choisy-le-Roi en 1966 sur le Capitalisme monopoliste d'Etat a exprimé des novations conceptuelles, une émancipation du dogmatisme



et une indépendance de pensée qui, au-delà de l'enthousiasme de beaucoup, a entraîné les résistances du conservatisme, des incompréhensions et certaines prises de distance auxquelles j'ai été immédiatement sensible pour ma part. Mais ce type de réaction persiste aujourd'hui en bonne partie, même si nous avons la possibilité de mieux expliciter publiquement les oppositions.

Jean Magniadas

Sur l'impact des thèses sur le C.M.E, il faut aussi prendre en compte les réactions internationales. Pourquoi ? Dans le mouvement communiste persistait bien des incompréhensions. Ainsi, invité à l'Institut de l'Economie Mondiale à Moscou, y développant les thèses françaises sur ce sujet, j'ai pu constater combien cela était complètement étranger à la pensée des participants. Pourtant, la Conférence sur le capitaliste monopoliste d'Etat avait été innovante et ses travaux influenceront les travaux d'économistes de nombre de partis communistes. Il est vrai que lorsque l'on est novateur, on est souvent incompris, au moins pendant un temps. Le concept m'est apparu comme permettant un grand

3. Ainsi, à l'occasion d'une journée d'étude lançant le programme de travail de la section économique en octobre 1965, Henri Jourdain avance, à propos du thème « classes sociales et travail productif », l'idée que les mutations à l'œuvre avec les progrès technologiques introduisent une relation nouvelle entre techniciens et ouvriers au cœur même du travail productif et donc de la classe ouvrière. Waldeck Rochet, qui suit la conférence et valide explicitement le programme de travail, évoque, dans ses conclusions, les rapports de la classe ouvrière et des couches moyennes salariées, techniciens et employés, en termes « d'alliance ». De même, à la conférence de Choisy-le-Roi, Paul Boccara propose de travailler à la compréhension des ressorts profonds de la dynamique contradictoire du capitalisme monopoliste d'Etat. Waldeck Rochet, qui conclut, encourage la démarche d'ensemble de la conférence tout en prenant soin, en évoquant les propos de Paul Boccara, de rappeler que le CME est déjà défini dans le texte de la rencontre internationale des partis communistes de 1960... et il cite cette définition. On retrouve, dans la session du CC qui se tient à Argenteuil en mars 1966, cette même tension dans la volonté d'assumer l'innovation, que l'on encourage et les principes constituants des partis communistes, que l'on respecte. C'est ainsi que le CC d'Argenteuil invite à l'audace, dans une pleine autonomie respectée, tous ceux qui cherchent à explorer nature et culture dans la diversité de leurs recherches, mais précise « en ce qui concerne les sciences sociales comme la philosophie et l'économie, les problèmes se posent de manière différente en raison du rapport direct de ces sciences avec la politique ». [FL]

4. Voir pour une rétrospective de l'ensemble de mes travaux : "mon rapport à Marx : le continuer et le dépasser" in *Marx contemporain*, présentation par Renaud Fabre et Arnaud Spire, Editions Syllepse. Paris 2003. [PB]

progrès dans l'analyse du capitalisme et il a structuré les travaux de la section économique. Faute de renouvellement théorique, on avait du mal à avancer et nous avions des besoins. Ainsi, à l'époque, nous avons décidé à cinq ou six de relire le capital. Peu de textes avaient été traduits et nous ne disposions que de manuels très scolastiques. Celui de Baby; dont les idées avaient imprégnées nombre de camarades, s'intéressant à l'économie politique, qui se retrouvaient à la section économique comme à *Économie et Politique* que l'on ne peut séparer. Il y avait des débats de haut niveau. Par exemple, ceux du Comité de Rédaction qui se tenait à *l'Humanité*, moments intéressants que je n'aurais pas voulu rater.

L'assimilation progressive de la théorie du capitaliste monopoliste d'État a eu beaucoup de retombées positives. Il est dommage que le livre de Paul sur le mouvement du capital n'ait pas été assimilé davantage car il répondait bien aux débats et aux questions théoriques alors en question. (dialectique, structuralisme etc.).



Alain Morin

Dans ces cinquante années, notamment dans les dernières, les exigences de créativité sociale et leur articulation aux créativité théoriques sont importantes. Mais pour que cette créativité sociale ne soit pas paralysée, il y a besoin des contributions de la revue pour la favoriser. Nous sommes dans une période de déconstruction théorique et aussi

dans une période de fortes pressions idéologiques avec des idées dominantes très fortes comme on le voit aujourd'hui. Cela pèse car il n'y a pas de spontanéité dans le développement des luttes. On voit d'ailleurs les difficultés auxquelles elles ont été confrontées dans la dernière période: sur la question des retraites ou des privatisations. C'est un déficit important dans le domaine des propositions qui a affaibli les mouvements sociaux et les a paralysés. Il y a donc une place et un rôle pour *Économie et Politique* dans le développement de toutes les créativités théoriques comme sociales.

Denis Recoquillon

A propos de ce débat sur novation, conservatisme et politique. J'ai d'abord vécu mon rapport à *Économie et Politique* de l'extérieur du PCF et ensuite de l'intérieur. De l'extérieur, à Bordeaux, comme « économiste en herbe », élève et assistant du professeur J. Peyréga à qui la revue n'a jamais fait la place qu'il méritait, je voyais la revue comme celle d'une école marxiste novatrice mais rigoureuse, liée à une force politique critiquable mais incontournable pour des révolutionnaires un peu sérieux. Le Parti communiste n'a pas seulement instrumentalisé ou freiné la recherche. Son pouvoir d'attraction dans la société a aussi renforcé la légitimité de la revue et la notoriété des travaux qu'elle publiait. De ce point de vue, son affaiblissement actuel est un handicap pour *Économie et Politique*.

N'ayons pas la religion des textes ! Le mouvement de créativité finit toujours par l'emporter sur la frilosité qui se niche dans les thèses des congrès. Le frein à l'innovation sur le terrain économique et politique est venu

d'abord des difficultés d'expérimentation des pratiques nouvelles sur des continents où les militants communistes étaient absents. Et aussi, c'est vrai, d'une tradition marxiste plus riche sur la connaissance du travail que sur celle du capital. Pour expérimenter l'intervention dans les gestions d'entreprise, les ouvriers ont plutôt investi le terrain de l'atelier ou du bureau, nourrissant plus les thèses sur la « crise du travail » que la critique du type de productivité lié au but de rentabilité financière dans l'entreprise. Quant aux communistes cadres d'entreprise, ils étaient très majoritairement ingénieurs ou techniciens, privilégiant la question des choix technologiques par rapport aux enjeux de financement.

Pour investir politiquement la chasse gardée du capital, c'est un handicap sociologique et culturel qu'il ne faut pas négliger. Il impose un effort de formation théorique et d'expérimentation dans les luttes, du social jusqu'au cœur économique et financier du capitalisme. À l'opposé d'une réduction plate de la politique à un débat d'idées sur les valeurs.

Jean Magniadas

Tous les protagonistes de la Conférence sur le capitalisme monopoliste d'État n'avaient pas entièrement les mêmes les appréciations. Certains, très minoritaires, à la dialectique des rapports État/ monopole, opposaient l'idée d'une fusion.

Paul Boccara

Le conservatisme c'est complexe. D'un côté, cela plonge dans la société existante et dans tout le parti. D'un autre côté, ce sont des oppositions, des incompréhensions, des déformations. Ce n'est donc pas un simple frein. Il n'y avait pas qu'Henri Claude qui s'opposait à la suraccumulation du capital, mais jusqu'en 1971 au moment du Traité sur le Capitalisme monopoliste d'État, Philippe Herzog ou Jean-Pierre Delilez aussi. On m'a demandé de modifier sur ce point leurs chapitres qui ne se référaient qu'à la baisse du taux de profit. Mais d'autre côté, **le Traité** a refusé mon analyse des cycles longs, minoré la crise du CME et le besoin d'une autre régulation. D'où la censure du chapitre premier que j'avais rédigé, sa réécriture et mon exclusion (passée inaperçue, mais explicite à la page 2) de l'équipe qui officiellement a rédigé la version finale, tandis que l'ouvrage me sera souvent attribué.

Cependant, si on pouvait déformer la théorie dans le parti, en même temps, le parti donnait un grand retentissement et une autorité considérable à cette théorie, en se référant à elle comme grande force sociale et politique. Cette référence était redoutable pour tous.

Francette Lazard

Sur conservatisme, politique et déformation: la réalité est plus complexe que le combat de toujours entre novation et conservation. C'est là qu'intervient le rôle charnière du politique, dans sa singularité. Il n'est pas « validé » par une théorie qui le fonde et il n'a pas à « valider » une théorie, à en organiser le branchement sur l'expérience sociale, en un « mécanisme unique » politique/théorie. Le politique, dans une perspective de dépassement du capitalisme, s'élabore avec tous ceux qui s'associent pour construire un parti capable d'y œuvrer, avec tous ceux qui y travaillent, dans la diver-

sité de leurs trajectoires et de leurs visées: Les idées, les actions, les projets se nourrissent des expériences et des propositions novatrices, se mettent en tensions, en débats, avancent dans la mise en mouvement des possibles, le respect des uns et des autres ne se séparant pas de l'affirmation de soi. Il y a une élaboration spécifique du politique au point de jonction des possibles, dans la dynamique des diversités collectivement assumées.

Paul Boccara

Je ne suis pas tout à fait d'accord. Il y a toujours une contradiction entre la théorie et la politique et il n'y a jamais de fusion. Une doctrine peut justifier une politique, mais la théorie c'est autre chose. La théorie c'est avant tout comprendre et expliquer le mouvement d'une réalité objective. Et il y a des implications éventuelles pour des propositions d'action sur le réel.

La politique a une série d'autres déterminations, mais

il y a une dialectique avec les idées et des contradictions qui ne sont pas qu'entre conservatisme et novation, mais où ces deux termes sont la dominante. En effet, l'élaboration théorique c'est une nouvelle explication. Et si du nouveau surgit aussi de la pratique sociale les dirigeants politiques sont, en général du moins, positionnés sur les anciennes idées. C'est aussi la conclusion de la "Théorie générale" de Keynes. Il ajoute que les idées nouvelles un jour prévaudront. En fait, cela n'est pas sûr. Et il ne s'agit pas de simples applications de la théorie, les luttes pratiques apportent aussi à la théorie. Ces oppositions existent également dans les sciences. Ainsi dans le numéro spécial d'*Economie et Politique*, au cœur des événements de mai-juin 1968, sur Marx, je citais un historien des sciences sur la Relativité rappelant que des théoriciens s'étaient élevés jusqu'à la fin de leur vie contre la théorie de la relativité, mais que la nouvelle génération s'était élevée dans une autre atmosphère.



DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT A SA CRISE ET AUX ENJEUX DU PROGRAMME COMMUN

Francette Lazard

Dans la période qui commence à la fin des années soixante pour aller jusque vers 1977, j'ai une impression forte de cohérence qui s'est avérée en porte-à-faux avec les défis de l'époque et les nouvelles élaborations qu'ils appelaient. La stratégie du programme commun semblait en phase avec les théorisations sur le CME. J'ai le souvenir des cours dans les écoles centrales du PCF où l'on mettait en évidence le rôle de l'Etat dans le mécanisme de « suraccumulation/dévalorisation » et celui du programme commun, rompant avec ce mécanisme par ses nationalisations et sa planification, permettant des avancées démocratiques, en « anti-chambre » du socialisme. La cohérence du projet, la dynamique de l'union amenait à la section économique une multitude de collaborations nouvelles. L'étatisme de la démarche a certainement favorisé son instrumentalisation politique : on se souvient des péripéties du « chiffreage », de la comptabilisation du nombre précis de filiales à nationaliser pour franchir un « seuil » de changement...

Economie et Politique a pourtant joué en ces années un rôle majeur dans la perception de la nouveauté de la crise qui s'amorçait, en éclairant ses racines structurelles profondes en cycle long, et donc le contre-sens des mesures d'austérité. Mais avec l'inadéquation de la stratégie du programme commun à la réalité profonde des dépassements nécessaires, nous sommes déjà à la période d'après.

Jean Magniadas

Nos idées ont donné un fondement sérieux aux nationalisations notamment, sujet qui concentrait les affrontements avec la droite, mais aussi à l'intérieur de la gauche. Pour avoir participé à quelques discussions, y compris avec d'autres organisations syndicales que la CGT, en arrière fond, nous nous appuyons sur la théorie du capitaliste monopoliste d'Etat pour l'étendue du champ mais aussi pour le renforcement du contenu. Ce fut également un élément d'attraction pour de nouvelles participations à la section économique. Les fonctionnaires qui viennent alors ont eu un rôle intéressant et



important, mais ils sont très keynésiens ou d'imprégnation keynésienne. Beaucoup d'entre eux intégreront l'analyse du C.M.E. probablement pas tous. L'imprégnation du moment a été si forte qu'elle n'est pas totalement perdue aujourd'hui. C'est dire la force de la théorie, sa capacité d'entraînement. L'impasse du programme commun n'est pas imputable à la théorie du C.M.E. Son échec est plutôt à rechercher du côté politique. Ce n'est pas parce qu'il y avait des mesures du programme commun qui pouvait trouver inspiration dans cette théorie, que celui-ci n'a pas donnée ce que l'on en attendait, mais tient à d'autres causes.

Paul Boccard

Il y a eu une cohérence sur laquelle vous insistez encore et qui a été une force. Mais il y a eu aussi des incohérences importantes et de graves déformations.

Le capitalisme monopoliste d'État c'était une notion qu'avait mis en avant Lénine et qui était revenue après le 20^e congrès parce que Staline l'avait mise sous le boisseau. Il y avait une description sommaire d'après l'économie de guerre de 1914-1918, mais il n'y avait pas d'explication théorique chez Lénine, ni après lui d'ailleurs. L'absence d'analyse du C.M.E réagissait sur une vision noire du capitalisme, sans voir les contradictions réelles. Par exemple, on sous-estimait la croissance. Il y avait aussi l'idée que la paupérisation s'aggravait. Certes, face à la croissance d'après guerre, il fallait montrer ce qui n'allait pas, qu'il y avait exploitation et intensification du travail accrues. Mais il y a eu une exagération unilatérale sur la paupérisation. De même, pour l'évolution de la classe ouvrière avec l'accent mis unilatéralement sur la montée des OS non qualifiés. Dès 1961 je réagissais contre cela et je m'amusaiss, par exemple, à écrire que la classe ouvrière « s'enrichit » de nouvelles couches qualifiées. Il y avait en face, au contraire, toutes les illusions social-démocrates, comme quoi les nationalisations étaient déjà un morceau de socialisme.

La nouvelle théorie allait montrer comment le recul de l'exigence de rentabilité, voire sa non exigence, avec les nationalisations, représentait une « dévalorisation structurelle du capital » (au sens de réduction de la valorisation des capitaux, c'est-à-dire de l'augmentation de leur valeur par la valeur du profit), qui permettait de relever le taux de profit pour les monopoles privés. De même que tous les financements publics, cela servait à la fois à relancer la croissance, une modernisation technique et sociale, un certain développement de la population et, en même temps, cela visait fondamentalement à relever le taux de profit des capitaux privés dans l'ensemble du système. Donc, cela

continuait à développer l'exploitation, l'intensification du travail et les gâchis de l'accumulation du capital privé, jusqu'à aller vers une nouvelle suraccumulation durable comme dans l'entre deux guerres. D'où l'analyse du début de la « crise du C.M.E » dès la fin de 1967.

L'enjeu politique, c'était des propositions pour faire autre chose que fondamentalement relever la rentabilité avec tous ses maux sociaux. C'est le besoin de ce que j'ai appelé à l'époque : une nouvelle logique de la croissance, expression reprise dans le Programme commun de 1972, qui anticipe ce qui va devenir les nouveaux critères de gestion.

Cela renvoie au problème de la nouvelle suraccumulation durable de la crise du C.M.E. Il fallait une autre dévalorisation structurelle avec d'autres institutions. Pas pour relever la rentabilité, mais désormais pour commencer à sortir de sa domination sur l'ensemble du



Juin-juillet 1966

système. Bien sûr, il y avait la proposition de l'extension des nationalisations, pour lesquelles j'ai mené la bataille avec d'autres. Et nous avons gagné : en ce sens qu'elles ont été faites. Même si on en est revenu depuis, avec les privatisations mais pas totalement. Cependant même l'idée d'un seuil minimum de nationalisations visait à permettre une nouvelle logique de la croissance : au lieu d'augmenter l'accumulation, économiser sur les capitaux, sur les moyens matériels, en développant au contraire les dépenses pour les êtres humains et leurs capacités, en liaison avec l'automatisation (dont l'analyse faite en 1961 sera développée en 1983 avec celle de la révolution informationnelle). C'était le problème d'une « nouvelle régulation », au-delà du problème de nouvelles structures (5).

5. J'ai généralisé, en effet, le processus de la suraccumulation-dévalorisation en régulation dans un article de 1971. Le concept de régulation va être récupéré par d'anciens communistes comme Aglietta, dans une école de régulation très différente de la nôtre. Selon nous, une autre régulation, non dominée par la rentabilité pouvait viser à économiser les moyens matériels et à développer les dépenses pour les êtres humains en liaison avec les nouvelles technologies. Il s'agissait donc de passer à un tout un nouveau système et non seulement à de nouvelles structures, mais aussi à une nouvelle régulation et de nouvelles règles pour de nouvelles opérations. [PB]

Cependant, des déformations structuralistes de l'analyse sont intervenues dans un sens conservateur. La déformation de type structuraliste, c'est l'insistance sur l'Etat et le secteur public dans le CME, et non sur leurs rapports avec le recul d'exigence de la rentabilité dans le secteur public pour relever la rentabilité des capitaux monopolistes privés, c'est-à-dire la dévalorisation structurelle du capital. Par conséquent, pour sortir de ce système, on insistait dans le parti communiste sur un Etat démocratisé et sur de nouvelles nationalisations contre les monopoles privés et non sur une nouvelle dévalorisation structurelle du capital bien plus radicale. On n'insistait pas sur des transformations bien plus profondes de portée révolutionnaire contre la domination du capital, avec des interventions pour une tout autre gestion ne recherchant pas la rentabilité de façon prédominante dans le système d'ensemble. De même pour le PS (sur lequel pesait « l'hégémonie » de l'analyse du CME, selon Hugues Portelli dans son ouvrage sur le PS de Mitterrand) l'accent était mis sur le contrôle de l'Etat et sa démocratisation.

Ainsi la direction du PCF dans son bras de fer avec le PS en 1977, s'est braqué sur le nombre d'établissements à nationaliser au lieu de développer la bataille sur une autre logique économique et sociale. Quand je disais au Comité central que le plus important n'était pas le nombre d'établissements, mais une autre gestion pour une nouvelle logique de la croissance, Georges Marchais me répondait qu'au contraire la gestion n'était qu'une question technique.

Une autre vision réductrice et un flottement ont concerné l'analyse de la généralisation du salariat. Dans la direction du PCF, on a en définitive opposé au « bloc historique » de Garaudy, tendant à noyer les différences et le besoin d'agir pour les plus exploités comme pour les plus qualifiés, la mise en avant unilatérale des ouvriers, en tendant ainsi à abandonner les autres salariés à l'influence du PS, alors qu'avec d'autres je voulais lutter contre ces deux dérives.

1977, c'est aussi l'année de la nouvelle formule d'*Economie et Politique* avec son ambivalence : une formule plus légère pour être plus populaire, mais aussi la réduction de la place de la théorie indépendante. D'où d'ailleurs la réplique, avec la création d'*Issues*, *Cahiers de recherches d'Economie et Politique*, en 1978.

Jean Magniadas

Le changement de formule a été mal été vécu par un certain nombre des collaborateurs les plus anciens de la revue. Certains l'ont analysé comme une intervention arbitraire de la direction communiste et ils l'ont vécu douloureusement. Un participant très actif, très militant de la revue, très compétent notamment sur les questions européennes me l'a écrit à la suite de mon article sur l'anniversaire de la revue publié dans le dernier numéro. J'étais personnellement attaché à l'ancienne formule qui se prêtait d'avantage à des études approfondies. Les arguments d'élargissement du lectorat invoqués en faveur de la nouvelle formule ne m'ont pas paru dénué de fondements en regard à la situation politique de la période. Je les ai accepté d'autant plus qu'ultérieurement la parution d'*Issues* est venue répondre à la préoccupation de trouver un support pour des analyses plus approfondies.

L'un des points les plus noirs de la liaison entre

théorie en économie et action politique est certainement le peu de soutien politique, d'impulsion apporté par le PCF aux propositions sur de nouveaux critères de gestion. L'avancée était pourtant novatrice et présentait l'intérêt, majeur à mes yeux, de donner à l'autogestion un contenu permettant d'entrer concrètement dans la voie d'un véritable dépassement du capitalisme. Alors que le P.S. et la CFDT essayaient déjà d'en faire une impasse, comprenant assez bien le potentiel de mobilisation que la notion aurait pu comporter avec un tel contenu alors qu'ils entendaient continuer à lui donner des contours volontairement brumeux. Ultérieurement, elle sera dévoyée par le patronat et récupérée par le réformisme avec les très insuffisantes lois Auroux et par le management patronal qui allait largement se déployer sur ce terrain avec la direction participative par objectifs.

Paul Boccara

En 1978, c'est le début des nouveaux critères de gestion et en 1980 nous mettons en avant l'autogestion. Mais il n'y a pas du tout de grandes batailles sur ces questions. D'ailleurs l'accent mis sur l'étendue des nationalisations et sur le rôle de l'Etat au détriment des exigences d'une autre gestion, c'est dans les années 1977-78 et jusqu'en 1981. Par parenthèse, en 1977, en quelques mois paraissent quatre livres chez Maspero de diverses tendances gauchistes pour critiquer ma théorie du CME. En 1978, Althusser va parler dans *Le Monde* d'une théorie « fabriquée sur l'ordre de notre direction », « version française », « adonnée de considérations boccarriennes sur la sur accumulation-dévalorisation du capital », de la « théorie soviétique » !

Cependant, les obstacles aux apports de la revue ne concernent pas seulement les oppositions aux novations et les déformations. Ce sont également les insuffisances de novations elles-mêmes. Et c'est surtout la situation historique et son immaturité, comme on va le voir avec la formidable offensive du capital financier mondialisé et le reflux des luttes dans la crise systémique.



Mai 1977

DES NOUVEAUX CRITERES DE GESTION A LA SECURITE D'EMPLOI OU DE FORMATION

Paul Boccara

Face aux défis de la nouvelle situation historique et aux insuffisances de la novation de nos propositions, vont donc intervenir les nouveaux critères de gestion des entreprises. C'était une très grande ambition dans un domaine non touché par Marx et avec un écart radical par rapport à l'Union soviétique. Les économies de moyens matériels et le développement des hommes, qui étaient quelque chose d'encore trop général dans la « nouvelle logique de la croissance », sont formalisés et concrétisés pour les interventions des travailleurs dans les entreprises, nationalisées ou non, avec d'autres critères que ceux de la rentabilité, d'autres régulateurs concrets. Notre école de la régulation systémique va d'ailleurs critiquer l'école parisienne d'anciens communistes et d'autres qui ne voyaient que



Juillet-août 1983

les règles et les structures (c'était encore du structuralisme) et négligeaient le rôle global du taux de profit et les critères de gestion de l'entreprise, une école de la régulation sans régulateurs...

Les critères nouveaux de gestion visent, avec les nouvelles technologies, à économi- ser les capitaux matériels et financiers (C) pour une même valeur ajoutée produite (VA) en élevant « l'efficacité du capital » (VA/C). Et en relation il s'agissait d'élever « la valeur ajoutée disponible » (VAD, les salaires et prélèvements) pour les travailleurs et la population, leurs conditions, la qualification, etc, c'est-à-dire « l'efficacité sociale ». Cela a été un gros travail avec des élus syndicaux des CE, des experts comptables, etc, mais aussi de fortes oppositions. Avec ces critères, il y a aussi la nouvelle assiette des cotisations sociales. Celle-ci a commencé à devenir populaire seulement avec la bataille d'*Economie et Politique* sur les retraites en 2003, mais elle date de 1977 dans la revue.

Dans l'article de 1981, écrit depuis le jour où François Mitterrand a été élu, je me réfère à ces critères de gestion ou à ceux de la protection sociale, et je critique essentiellement l'ensemble des idées de Jacques Delors

pour proposer une tout autre politique économique. J'avais difficilement obtenu la possibilité de le publier à condition de ne pas mentionner Jacques Delors dans mes citations de ce qu'il disait. Ce qui n'a pas facilité la bataille.

Parce qu'on était dans l'équipe gouvernementale, on a fait profil bas. D'où tous les freins contre cette bataille sur une autre politique économique et de nouveaux critères de gestion. Il y a pourtant déjà les idées d'une autre utilisation de l'argent, de la monnaie et du crédit pour s'émanciper de la croissance financière, des marchés financiers et du dollar, dès juillet 1981. Une couverture d'*Economie et Politique* en 1984 titre sur « un nouveau crédit sélectif ». Cela va devenir par la suite les luttes contre « l'argent pour l'argent » et pour une autre utilisation de l'argent. En même temps, c'était la bataille pour une autre construction européenne, notamment au plan monétaire dès 1981.

Les pressions de la croissance financière vont, en effet, peser sur la politique française comme sur la politique mondiale. Contre la monnaie unique européenne pour les marchés financiers et contre la domination du dollar nous allons proposer une monnaie commune pour un autre crédit. Ce fut une bataille où j'ai été longtemps très isolé. Ces thèses étaient dans *Economie et Politique*, mais la direction et la majorité du parti ne suivaient pas. Ils étaient contre la monnaie unique, mais refusaient la monnaie commune. On a fini par accepté du bout des lèvres une monnaie commune, mais lorsque la bataille était pratiquement finie. Nous ne lâchons pas cependant l'analyse de la crise du CME et de ses phases, en liaison avec celle de l'accumulation financière.

La théorie de la révolution informationnelle va rayonner sur l'ensemble à partir de 1983, en bouleversant les analyses sur l'automation menées depuis 1961.

Désormais, il y aurait une maturation technologique permettant effectivement de dépasser la régulation capitaliste, un dépassement possible, pas fatal ni prédéterminé. La révolution informationnelle, montrons-nous, exige le partage des opérations et des coûts de recherche, parce qu'une recherche peut-être utilisée partout contrairement à une machine qui est ici ou là. C'est donc la base d'une société de partage ou communiste. On parle d'ailleurs aujourd'hui de « biens communs de l'humanité » sur lesquels je travaille.

Mais avec la crise radicale du capitalisme et sous domination de la rentabilité, le partage des coûts de recherche se traduit par l'expansion des multinationales privées partageant à l'échelle mondiale. Cela, pour se battre entre elles, mettre en concurrence les salariés, en relançant le chômage et la précarité, avec la mondialisation capitaliste. Les privatisations à dimensions multinationales et les pressions du marché financier mondialisé n'ont pas seulement attaqué les secteurs publics des pays capitalistes développés, mais aussi ceux des pays en voie de développement. Évidemment, l'étatisme se réclamant du socialisme en URSS va être le plus touché et finalement s'effondrer, en relation

avec ses antagonismes internes et les pressions externes.

Mais auparavant l'opposition aux nouveaux critères de gestion chez nous s'appuie sur le dogmatisme étatique et même la prégnance du modèle soviétique. Il va y avoir aussi toute la culture industrialiste des ingénieurs et des techniciens qui ne connaissent pas la gestion, ni la finance. Ou encore, au nom même des nouveaux critères de gestion, on va déformer la novation avec des usines à gaz industrialistes, qui vont les discréditer éventuellement avec une image technocratique et une inefficacité.

Les critères de gestion ont été fortement combattus. Après les avoir finalement formellement adoptés dans des textes de Congrès du PCF, on a été jusqu'à vouloir les supprimer complètement, puis ils ont été délaissés, même si *Economie et Politique* peut les relancer aujourd'hui avec la Sécurité d'emploi ou de formation.

Francette Lazard

Je me pose la question de l'explicitation de la succession des avancées mises en avant d'une période à l'autre : CME et crise du CME, nouveaux critères de gestion, révolution informationnelle, sécurité d'emploi de formation. Nous avons collectivement toujours bien du mal à expliciter les tenants et aboutissants d'une évolution! On cesse de parler d'une notion, on met le projecteur sur une autre, on cultive l'art des formules définitives... et successives! Je partage ce que tu dis sur ce qui a « plombé » l'idée de nouveaux critères de gestion : cette avancée majeure, mais encore immature a été déformée, perçue comme techniciste et discréditée dans la dérive de notre participation au gouvernement. Mais on a cessé d'en parler – sauf à la marge d'un texte sans éclairer les raisons du cheminement du projecteur vers la sécurité/ emploi/formation. La remarque – qui vaut pour les textes de PCF en général! – a pour moi une portée plus globale qui rejoint la réflexion sur la conception du parti et de la construction commune d'une élaboration politique dans la transparence des tenants et aboutissants comme des diversités.

Depuis vingt ans – 1984 – la question de la conception même du parti communiste est fortement posée. Elle sous-tend directement ma relation contradictoire avec l'équipe de la section économique.

J'ai trouvé alors dans la créativité théorique de Paul, qui cimentait celle d'*Economie et Politique* et d'*Issues*, un apport essentiel à la compréhension des défis profonds de l'ère du passage du capitalisme de la révolution industrielle à celui des prémices de la révolution informationnelle (6). C'était pour moi un fil conducteur décisif, dans la compréhension des raisons les plus essentielles de l'implosion du système bureaucratico-

étatique soviétique comme dans la montée de nouvelles exigences de civilisation au cœur de la crise systémique du capitalisme. Au paroxysme de l'hégémonie libérale, ce fil conducteur incitait à beaucoup d'ambition dans une contestation du capitalisme nourrie du défi communiste d'un plein développement des capacités humaines, d'un nouveau type historique d'efficacité sociale (7).

Donc, apport pour moi décisif. Et en même temps, contradiction! Dans ce contexte de difficultés communistes extrêmes, les plus libres débats s'imposaient entre chercheurs et politiques pour cerner et discerner, dans la confusion même des idées et des perspectives, les pistes du travail en commun qui favorisait l'échange constructif. Je me suis heurtée après 1984 à de lourds

blocages, mais sans rencontrer, et c'est le moins que l'on puisse dire! beaucoup d'appui de la part de la section économique pour inventer un style de débats ouverts, rigoureux mais respectueux de la diversité des démarches...

Ce qui me conduit à insister encore sur l'importance de l'innovation nécessaire en matière de conception et d'élaboration du politique, dans une période où son rôle est tant contesté.

Paul Boccaro

Cela n'a pas été de façon simpliste la section économique, *Economie et Politique* et un appareil du parti qui s'opposent. Le conservatisme de l'appareil de direction est lié au conservatisme dans l'ensemble du parti et dans l'ensemble de la société. Et *Economie et Politique* n'a pas été exempté d'insuffisances bien sûr.

Mais les chercheurs d'*Économie et Politique* sont aussi des politiques. D'un côté, ils veulent refuser

l'instrumentalisation et le simplisme pour le maximum d'ouverture aux différents points de vue. D'un autre côté, ils doivent entrer parfois dans des batailles avec des affrontements pour des choix politiques cruciaux alternatifs.

Contre la révolution informationnelle, il a eu une bataille très dure et déclarée. On lui opposait la « révo-



Mai 1986

6. Dans plusieurs initiatives marquantes, cette relation de travail commun a été fortement stimulante, enrichissante : je pense au colloque sur l'auto-gestion en 1980, à la rencontre internationale à l'occasion du centenaire de Marx, aux débats sur « le travail » avec Société française en 1983, aux séminaires sur le matérialisme, aux débats sur l'anthropologie etc. Je pense tout particulièrement à un colloque organisé à la faculté d'Orsay pour appréhender le « cœur mutant » de l'époque, la révolution informationnelle, notion à priori contestée par les tenants d'une révolution scientifique et technique. Et aussi à nombre de « Mardis » dont l'un, mémorable, sur « Le marché autrement, est-ce possible ? » avec Paul devant près de 1000 participants etc. [FL]

7. Les tentatives de P. Bourdieu, après le mouvement de 1995, de branchement direct du mouvement social et de la théorie, dans l'effacement de la singularité du politique sont indicatives de l'importance de ce débat pour toute la société. [FL]

lution scientifique et technique », notion soviétique, technocratique et scientiste. Il y a eu aussi des réductions et des déformations. Ainsi Jean Lojkin était pour la révolution informationnelle mais pouvait négliger « le partage », son cœur révolutionnaire par rapport au marché et par rapport au capitalisme. Et cela n'est pas fini : souvent les aspects les plus importants comme ceux concernant la formation ou l'accès aux données sont ignorés.

La question des insuffisances de nos avancées a aussi jouée. La technicité des critères de gestion a été un obstacle, tout comme leur lien insuffisant avec les besoins sociaux. De ce point de vue, la sécurité d'emploi ou de formation représente un progrès. Dans les critères de gestion, la Vad, concernent les dépenses d'emploi ou de formation. Et nous continuons à élaborer ces critères.

De même, pour ma part, je ne lâche pas le capitalisme monopoliste d'État et sa crise qui persiste, avec la mondialisation hyperlibérale, sauf que je l'appelle « capitalisme monopoliste d'État social », en insistant sur la protection sociale.

Il y a aussi au-delà des nouvelles gestions des entreprises, tous les besoins nouveaux sur les services socialisés aux personnes : école, santé, logement social, recherche et culture... Ce sont des champs que nous voulons explorer dans *Economie et Politique*. Je voudrais en particulier avancer sur la participation créative des usagers à ces institutions.

Il y a aussi la construction d'un autre monde: même si nous traitons d'une monnaie commune mondiale, d'un autre Fonds monétaire international, il reste beaucoup d'insuffisances. Le problème de la construction d'un autre monde va monter dans la prochaine période. D'ailleurs, nous assistons sans doute depuis 1995 à la montée d'une nouvelle vague de luttes et de propositions pour la transformation sociale, avec « la maturation » de la crise systémique mondialisée. Mais le problème c'est de pouvoir tirer les leçons du passé, parce que nous avons encore des refoulements et des déformations, avec des batailles comme par exemple celle que nous vivons sur la question des Fonds régionaux pour l'emploi et la formation.

Francette Lazard

Il y a une créativité que tu as assumée et portée. Mais il y a, aussi, besoin de créativité politique sur la conception du parti, dans la diversité et le commun. Cela est absolument essentiel.

Paul Boccaro

Il y a besoin de créativité sur tout, et pour cela d'ouverture entre les créativités. La créativité a souvent été monopolisée, scissionnée, refoulée, instrumentalisée. Il faut élargir son accès. Mais en même temps, le propre de la créativité, c'est d'être d'abord isolée et d'avoir des oppositions. Cela ne veut pas dire qu'il faut



Janvier-février 2004

disqualifier ceux qui discutent, car ils peuvent pousser à des dépassements. Cela ne veut pas dire non plus qu'il faut encourager et dédouaner les fermetures ou les dérives qui empêchent les progrès avec des domaines réservés. Il ne faut pas s'illusionner sur une seule amélioration de l'organisation du parti. Cela renvoie à tous les défis de remise en cause pour de nouveaux repères dans l'action. Il s'agit d'avancer vers une société de créativité et d'inter-créativité. Mais il faut voir combien l'opposition aux novations persiste.

Déjà la sécurité d'emploi ou de formation a été prise comme une potiche dont on ne se servait pas et enterrée dans la dernière campagne des présidentielles. Encore aujourd'hui nous sommes confrontés pour la SEF au problème de l'utilisation et du va-et-vient avec les luttes dans les entreprises et les interventions des communistes. Pour *Economie et Politique*, la conférence nationale sur la sécurité d'emploi ou de formation peut être rapprochée de la conférence de Choisy en 1966. Mais elle a été plus ouverte et maintenant il faut organiser tous les va-et-vient. D'ailleurs on peut retrouver les déformations et le conservatisme. C'est le cas par exemple avec le Fonds régional pour l'emploi et la formation qui vise à développer un nouveau crédit dans les régions avec une prise en charge par des fonds publics de tout ou partie des taux d'intérêt. Si le principe de cette proposition a été gagné, il y a des oppositions notamment dans le parti socialiste ainsi que des incompréhensions éventuelles parmi les communistes. Il ne s'agit pas d'utiliser ces Fonds régionaux pour faire les mêmes choses que la droite, c'est-à-dire donner des fonds aux entreprises sans du tout changer leur type de gestion avec un nouveau type de rapports entre les banques et les entreprises. Il faut voir aussi que l'institution de tels Fonds ne constituerait que des portes d'entrée pour des transformations beaucoup plus vastes sur le crédit jusqu'aux plans national et européen.

On rencontre les tendances à réduire la sécurisation de l'emploi-formation à des améliorations des droits et statuts des salariés pouvant prêter à un recul de l'ambition transformatrice. Il s'agit d'articuler de nouveaux droits et pouvoirs à la mise en cause du statut des entreprises pour avancer vers une éradication progressive du chômage, un dépassement de la régulation par le chômage, par des constructions institutionnelles hardies, l'avancée d'autres gestions et pouvoirs dans les entreprises et les régions, d'autres financements et crédits, une autre construction européenne.

La question de « l'anthroponomie » est très peu venue dans *Economie et Politique*. C'est une faiblesse que de se limiter à l'économie et à la politique. Il peut y avoir un aspect réducteur, avec ce qu'on appelle « l'économicisme » ou encore « le politisme ». En relation avec le système de la reproduction matérielle de l'économie, il y a aussi le système de la régénération sociale et de l'anthroponomie ainsi que les valeurs, les formes sociales d'une civilisation. Nous avons commencé à avancer dans *Economie et Politique* sur ces questions à partir de

la bataille sur les retraites. Nous avons dit « sécurisation et promotion de tous les moments de la vie », de la naissance jusqu'à la mort, donc de la vie humaine, sans se limiter à l'économie et à la politique, mais aussi sans les ignorer. Cela renvoie particulièrement aux questions du féminisme.

Denis Recoquillon

Au début des années 80 on est face au besoin de renouvellement théorique et stratégique, alors que beaucoup de collaborateurs de premier plan de la revue, hauts fonctionnaires et universitaires notamment, n'ont pas digéré la bagarre sur « l'actualisation du Programme commun » et la rupture de l'Union de la Gauche. Le débat sur l'autogestion qui a été ouvert au 23ème Congrès, en 1979, va cependant ouvrir la voie au développement de travaux qui suscitent l'intérêt de nouveaux acteurs, notamment parmi les militants d'entreprise. Entre la version « basiste » des Conseils d'ateliers menant la bataille sur les coûts, chers à J-C. Poulain, l'approche institutionnelle de F. Damette et J. Scheibling et surtout les travaux de P. Boccara sur les nouveaux critères, l'autogestion obtient droit de cité et devient même un des chantiers les plus fécondés de la revue. Pour P. Herzog, qui doit assurer la difficile synthèse entre la portée fondamentale des travaux de Paul, la demande de formation et d'aide à l'intervention des militants d'entreprise, les commandes de la direction du parti pour élaborer et « chiffrer » les propositions de G. Marchais à l'élection présidentielle de 1981 etc.,... la tâche n'est pas simple !

C'est alors principalement en direction des entreprises qu'*Economie et Politique* va se développer, avec des gains de diffusion très importants. La coopération entre la commission économique et le secteur « activité à l'entreprise » dirigé par J. Colpin puis par J-C. Gaysot va se renforcer autour de la revue. Les débats sont vifs autour de nombreuses questions comme celle de la nature de la révolution des forces productives : « scientifique et technologique » pour R. Le Guen et la revue des ICT, *Avancées*, ou « informationnelle » pour Paul et *Economie et Politique*.

Mais, pour en revenir à la question des rapports avec le politique, la question de l'instrumentalisation des intellectuels est complexe. Personne n'est naïf, ni ceux qui veulent « avoir l'oreille du Prince » pour faire passer leurs idées contre celles des autres, ni le Prince lui-même.

Dans les années 80 *Economie et Politique* a été fortement sollicitée pour accompagner le développement de l'activité politique en direction des entreprises. Son apport a suscité le renouvellement d'une forme de militantisme autour de la revue. Malheureusement, ce qui était proprement révolutionnaire dans cette culture de l'intervention, pour d'autres objectifs sociaux avec de nouveaux critères de gestion, a été compris par beaucoup comme une simple contribution à notre participation gouvernementale. L'élan a continué quelques années après le départ des ministres communistes, en 1984, mais le soutien de G. Marchais a d'autant plus rapidement décliné qu'à partir de la fin des années 1980, le Parti a progressivement abandonné le terrain de l'entreprise à la CGT.

Les années qui suivent sont marquées par une crise profonde qui a considérablement affaibli les collabo-



Mars 1981

rations à la rédaction et l'audience de la revue. Elles ont cependant fait progresser, à partir du tournant de 1995, des propositions nouvelles pour une autre utilisation de l'argent des profits, des fonds publics et sociaux, et du crédit, qui seront au cœur de la première campagne présidentielle de R. Hue. Ces avancées permettent aujourd'hui de prolonger la problématique des critères de gestion de manière non techniciste, en posant la question de la responsabilité sociale et territoriale des entreprises et en proposant des fonds régionaux pour la formation et pour l'emploi contre les délocalisations. Tout comme l'innovation essentielle que constitue la proposition d'une Sécurité d'emploi ou de formation, elles montrent qu'*Economie et Politique* reste une référence pour ceux qui cherchent des réponses à la hauteur des enjeux de notre époque.

Paul Boccara

Au-delà des questions de personnes, il y a un balancement, à l'intérieur de la revue et dans son utilisation, entre les efforts pour les interventions dans les gestions des entreprises, articulé à une toute autre construction politique, nationale et européenne, y compris le crédit, ou au contraire la persistance d'une vision étatiste et d'une transformation unilatéralement programmatique et par le sommet, dont on n'est pas encore sorti.

Le syndicalisme et les entreprises, cela a toujours été un grand problème pour *Economie et Politique* et la section économique. Cela passait par un apport décisif pour nous et aussi pour notre rayonnement efficace, avec des enjeux pour le parti. Ainsi pour certains, il fallait limiter notre ambition dans ce domaine. Il y a toujours eu le besoin d'aller aux entreprises, avec parfois des encouragements, mais aussi des efforts pour nous mettre à l'écart. A certains moments nous avons pensé

Philippe Herzog et moi que l'on voulait nous empêcher d'aller aux entreprises. Avec les syndicats aussi nous avons eu des relations contradictoires, même si la participation de militants d'entreprises à nos travaux a été fondamentale. La grande force d'*Economie et Politique* et de la section cela a été la variété des participants dans l'effort d'unification théorique et politique. J'ai beaucoup appris de cette diversité.

Sur la fin de période, quand nous avons commencé à avancer sur la sécurité d'emploi ou de formation, l'écart par rapport au travail politique vers les entreprises a caractérisé le parti lui-même dans son ensemble. Mais nous avons maintenant un début de remontée de la revue en direction des luttes dans les entreprises. Dans les syndicats il y a eu des oppositions à la sécurité d'emploi ou de formation, car l'on préférerait parler de plein emploi, un peu comme dans le parti d'ailleurs. Mais aujourd'hui dans la CGT on parle de « sécurité sociale professionnelle ». En même le PS se réclame de cette sécurité sociale professionnelle ! D'où les défis considérables concernant son contenu et le besoin de coopé-



rations avec le mouvement syndical pour des élaborations convergentes et non divergentes.

Avec la critique de l'argent pour l'argent et la réclamation d'une autre utilisation de l'argent, il y a eu une petite remontée électorale du parti lors des présidentielles de 1995. Pierre Blotin, en reprenant l'idée de sécurité d'emploi ou de formation, a contribué à accélérer le passage de l'idée dans un texte de congrès. Mais, cela est resté sur le papier.

Et surtout il y a eu ensuite la série de capitulations devant le PS sur les questions du chômage et de la précarité.

Economie et Politique, malgré les difficultés a continué la bataille sur le contrôle des fonds publics, mais avec énormément de freinage contre la loi sur ce contrôle. Elle a amené la bataille contre le PARE avec des contre-propositions en faveur des chômeurs, où nous avons fait alliance avec leurs associations, les syndicats et depuis le PCF jusqu'à la LCR et la gauche du parti socialiste, en passant par les Verts et le MDC. Mais il y a eu la capitulation de Lionel Jospin sur le PARE et le fait que la direction du parti n'a pas voulu mener la bagarre après. De même nous avons mené la bataille des amende-

ments communistes sur les licenciements à la loi de modernisation sociale. Mais les luttes sur leur utilisation n'ont pas du tout été développées. Alors que la direction du parti ne s'est pas battue pour la SEF et l'a même lâchée aux dernières présidentielles, nous avons contribué à une vive lutte pour la Conférence nationale sur la SEF, tandis que des communistes ont dû aller jusqu'à l'élaboration d'un texte alternatif au congrès. Nous avons maintenant un effort de retour aux entreprises sur cette question. Nous pourrions aussi avoir des actions très nouvelles sur les services socialisés aux personnes comme l'école ou la santé. Nous avons aussi une avancée sur un autre rôle des régions. Mais tout cela reste insuffisant et encore précaire, avec de trop petits moyens.

Alain Morin

Je pense qu'il y a une grande continuité dans l'histoire de la revue. Beaucoup d'éléments qui ont été élaborés dans le passé restent des éléments au cœur de notre intervention. Mais, il y a aussi des changements.

Aujourd'hui du fait qu'il y a cette maturation de la crise le terrain est beaucoup plus favorable pour des expérimentations sociales. Cela permet de « défocaliser » le débat sur ce que l'on a appelé tout à l'heure l'oreille du prince. Ces dernières années, nous avons fait des expérimentations concrètes de nos idées dans la vie. Il y a eu toute la bataille sur le contrôle des fonds publics et c'est sans doute une erreur de ne pas avoir riposté plus fort quand la droite a abrogé la loi sur le contrôle des fonds publics. Les élections régionales ont montré à quel point cette idée avait avancé dans les consciences. De Arlette Laguiller à Ségolène Royale, et même la droite, tout le monde a dû prendre des engagements sur cette question. La bataille d'*Economie et Politique* et du réseau national pour le contrôle des fonds publics attribués aux entreprises

l'avait rendue incontournable. Les batailles pour faire rentrer dans la vie des propositions communistes visant une responsabilisation des entreprises ont permis de faire la jonction entre les salariés dans les entreprises qui ont cherché à utiliser cette loi pour leurs objectifs tout en rejoignant les préoccupations des élus pour leur territoire et pour une efficacité des fonds publics. Cela a permis de faire monter cette responsabilisation sociale et territoriale des entreprises. On a eu la même chose avec la loi de modernisation sociale où l'on a pu faire converger les batailles des élus de terrain, soucieux de l'emploi dans leur bassin d'emploi et des organisations syndicales contre les licenciements en leur donnant de nouveaux pouvoirs (moratoires et prise en compte de contre propositions alternatives aux plans sociaux). La bataille pour les Fonds régionaux va dans le même sens. *Economie et Politique* doit pousser ce volet expérimentation où l'on met en mouvement des élus, des syndicalistes et des responsables politiques avec une confrontation sur les expériences et les obstacles pour faire rentrer dans la vie des novations. La revue doit porter cette façon de faire de la politique aujourd'hui en s'appuyant sur l'expérimentation.

Francette Lazard

On devrait aller vers un bouillonnement d'expérimentation de toute sorte. Plus il y en aura, plus on se confrontera et mieux cela sera. Mon point de désaccord, c'est la conception du parti comme lieu de branchement direct des luttes sociales et de la théorie. Je pense qu'il y a une spécificité de l'expérimentation directement politique qui ne se réduit pas à l'expérimentation dans les entreprises et avec les salariés sur les questions d'ordre économique et social. Il y a une spécificité de l'expérimentation politique qui n'est pas une question de forme, mais de fond.

Je pense que nous n'avons pas discuté de ce que nous appelons le politique et que cela manque dans notre discussion.

Jean Magniadas

La maturation de la crise pose des exigences et des urgences et cela pousse du côté de l'expérimentation. On rejoint le politique et l'économique, mais en même temps, je crois qu'il y a un besoin pour *Economie et Politique* d'être plus polémique parce que les enjeux vont monter dans la maturation de la crise. Je suis frappé par les titres qui fleurissent sur les journaux à propos de la France qui plonge et de l'autre côté l'idée qu'il faudrait être fier d'être français. Dans les deux cas cela débouche sur le nationalisme. Le rapport Camdessus est sur les mêmes thèmes. Sarkozy à l'UMP, son commanditaire, en a fait, dit-il, son livre de chevet. Il y a donc besoin de polémiquer de manière plus offensive.

Il faut aussi faire attention au fait que nous sommes en recul sur les idées de classe dans le syndicalisme, avec le risque d'une rupture de générations, les dernières ne sont plus celles qui sont abonnées à *Economie et Politique*. Le mouvement syndical dans son ensemble est en train de vivre une pleine transformation. Dans la matu-

ration des crises le mouvement syndical se transforme toujours. Ce n'est pas moi qui défendrais la « courroie de transmission », par contre, je pense qu'il y a un grand travail de diffusion de nos idées à faire auprès des syndicalistes et dans l'entreprise.

Paul Boccara

Où il faut être plus polémique et voir le potentiel que nous avons dans les conditions de la maturation mondiale de la crise systémique, mais pour des initiatives constructives, du local au national, à l'européen et au mondial. En France, à l'hégémonie culturelle que nous avons sur les questions du CME, correspond celle qui est en train de monter dans le mouvement social et politique sur la SEF, la sécurité d'emploi ou de formation. Pouvons-nous tirer les leçons du passé pour qu'elle ne soit pas déformée, contournée et retournée elle aussi ?

Il s'agirait notamment de développer les luttes sur cette construction sociale audacieuse au niveau européen. Déjà la formule de « sécurisation des parcours professionnels » est reprise dans toute la gauche et jusqu'à la droite, mais pour quel contenu ? Pour la droite c'est pour justifier une plus grande précarité parce qu'avec les facilités des licenciements et la flexibilité on ferait plus d'emplois ! D'où l'importance de la bataille polémique sur les contenus mais en liaison avec les luttes dans les entreprises, les régions et à tous les niveaux politiques jusqu'aux plans national et européen. On peut arriver à des majorités sur des formules, mais le contenu des transformations effectives est l'enjeu d'une polémique constructive en relation avec des idées précises et des luttes nouvelles sur le terrain. Dans ces luttes peuvent monter l'efficacité et la radicalité des propositions novatrices, graduelles et révolutionnaires, pour une nouvelle construction sociale et politique rassembleuse dont l'exigence grandit.

